

Chômage en hausse, croissance atone : l'OFCE anticipe un coup de froid sur l'économie en 2024

Grégoire Normand

**Le taux de chômage en France pourrait grimper de 7,2% à 7,9% en 2024, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire et de la hausse des faillites d'entreprises. L'OFCE n'exclut pas un impact du conflit opposant Israël et le Hamas sur l'activité par le canal des prix de l'énergie. Mais il est encore trop tôt pour le mesurer, estiment les économistes.**

Les nuages s'amoncellent au-dessus de l'économie tricolore. Entre le prolongement de la guerre en Ukraine, le conflit entre Israël et la Palestine et le resserrement de la politique monétaire de la BCE, les entreprises et les ménages traversent une zone de fortes turbulences. La multiplication des chocs a profondément heurté la trajectoire de croissance de l'économie française. Dans ce contexte morose, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du produit intérieur brut pour 2024, à 0,8% contre 1,2% au printemps dernier. S'agissant de 2023, l'institut a très légèrement révisé à la hausse à 0,9%, contre 0,8% en avril.

Lire aussi Budget 2024 : le gouvernement dévoile sa copie pour maintenir la croissance de l'économie (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/budget-2024-presente-ce-mercredi-en-conseil-des-ministres-voici-ce-qu-il-contient-977700.html>)

« L'activité en France est désormais au-dessus de son niveau d'avant crise [...]. Mais la croissance est poussive. La perception sur les niveaux de vie en France est dégradée », a déclaré l'économiste Mathieu Plane lors d'un point presse, ce mardi 17 octobre. »

Au Proche-Orient, la propagation du conflit entre le Hamas et l'armée israélienne dans la région pourrait avoir des conséquences sur l'économie. Il est toutefois encore tôt pour les mesurer. « Cette prévision a été faite avant les événements en Israël et l'attaque du Hamas. Il est probable que ces événements aient un impact sur l'activité », a indiqué Mathieu Plane.

### ***Hausse du chômage prévue en 2024***

Ce coup de frein de l'économie française risque d'avoir des répercussions délétères sur le marché du travail. Après la Banque de France et l'Insee, c'est au tour de l'OFCE de dresser un tableau sombre de ce dernier. Les statisticiens tablent sur une hausse du chômage rapporté à la population active de 0,7 point entre fin 2023 et fin 2024. Le taux au sens du Bureau international du travail (BIT) passerait ainsi de 7,2% à 7,9%.

Lire aussi Emploi : hausse du chômage en vue pour la fin de l'année (Insee) (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/emploi-vers-une-hausse-du-chomage-a-la-fin-de-l-annee-2023-prevoit-l-insee-979775.html>)

Après plusieurs années de baisses consécutives, les économistes s'attendent ainsi à un retournement en 2024. Au total, près de 53.000 postes pourraient être détruits l'année prochaine contre 140.000 créations en 2023, et plus de 500.000 en 2022 dans le sillage du rebond post-Covid.

« Depuis 2019, « plus de 1 million d'emplois ont été créés. Sur ce total, 70% des créations sont liées à des phénomènes exceptionnels, comme l'apprentissage (250.000 emplois), les faibles défaillances (280.000 emplois) ou encore la durée du travail », a résumé Mathieu Plane. »

La fermeture du robinet des aides (chômage partiel, PGE, fonds de solidarité) et la moindre prise en charge des embauches d'apprentis devraient réduire le nombre de créations d'emplois. A cela, s'ajoute le resserrement de la politique monétaire qui assombrit les perspectives d'embauches des entreprises. Enfin, la mise en oeuvre de la réforme des retraites depuis le premier septembre dernier va apporter plus d'actifs. Mais ce surcroît pourrait être difficilement absorbé par le marché du travail en période de croissance atone.

Lire aussi <https://www.latribune.fr/economie/france/emploi-2024-annee-du-retournement-du-marche-du-travail-en-france-976584.html>

### ***L'activité plombée par la remontée des taux***

L'inflation galopante et persistante depuis 2022 a poussé les banques centrales à durcir leur politique monétaire. Depuis plus d'un an, la Banque centrale européenne (BCE) a serré la vis en annonçant une série de hausses inédites, depuis la création de la zone monétaire en 1999. Les effets de cette stratégie vont clairement se faire ressentir en 2024, d'après les modèles statistiques de l'OFCE.

« La remontée des taux produit un choc majeur sur l'économie française », a appuyé Mathieu Plane. Compte tenu des effets de diffusion de l'ordre « de 12 à 18 mois » sur l'économie, l'année 2024 serait marquée par des effets en cascade sur le marché de l'immobilier ou encore l'investissement des entreprises.

« On s'attend à une contraction de l'investissement des ménages dans l'immobilier et un repli de l'investissement des entreprises », a-t-il ajouté. »

### ***Le pouvoir d'achat préservé***

La montée en flèche des prix à la consommation depuis 2022 a sérieusement réduit le pouvoir d'achat des ménages. Confrontés à des prix de l'énergie et de l'alimentaire élevés, les plus modestes doivent se serrer la ceinture. Après un recul en 2023, le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui prend en compte la composition des ménages, retrouverait des couleurs.

« Il devrait augmenter en 2023 en raison de la hausse de l'emploi. La contribution de la masse salariale est favorable au pouvoir d'achat », a indiqué Mathieu Plane. »

Pour 2024, la hausse des salaires réels, c'est-à-dire en prenant en compte l'inflation, devrait compenser les pertes d'emplois. Malgré cette bonne nouvelle, le moral des ménages reste terne. En moyenne, le taux d'épargne devrait demeurer à un niveau élevé, de l'ordre de 18% à

la fin de l'année 2024, contre 15% avant la pandémie. Le manque de perspectives favorables pèse sur la confiance des Français.